



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

logements vacants

Question au Gouvernement n° 1543

Texte de la question

LOGEMENTS DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

M. le président. La parole est à Mme Valérie Pécresse, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

Mme Valérie Pécresse. Madame la ministre du logement, le fléau du mal-logement touche aujourd'hui très douloureusement des millions de Français, qui attendent que nous leur offrions des logements décents et dignes, pour eux et leur famille.

En vingt mois, madame la ministre, vous avez réussi le tour de force de paralyser totalement le système. En 2013, 340 000 logements sont sortis de terre : c'est la pire performance depuis dix ans. Tous les voyants sont au rouge : les prix restent très élevés, les transactions chutent, les mises en chantier reculent. Là aussi, la crise de confiance vis-à-vis du Gouvernement s'exprime.

On le sait, nul n'a la solution miracle. Mais vous avez choisi, pour masquer votre impuissance, une stratégie : celle des boucs émissaires. Tout le monde se souvient ici de votre empressement à demander la réquisition des immeubles de l'archevêché de Paris,...

Plusieurs députés du groupe UMP . Eh oui !

Mme Valérie Pécresse. ...mais nul ne vous a encore entendue sur le scandale des logements de la région Île-de-France – ni vous, ni Emmanuelle Cosse, la vice-présidente de la région chargée du logement, qui dirige pourtant votre parti. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe UMP.*) Évidemment, quand il s'agit de vos amis, c'est silence radio, et tant pis pour les mal-logés. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Votre indignation est décidément bien sélective. Il y a quelques semaines, nous avons découvert, au détour d'un rapport de la chambre régionale des comptes, que la région Île-de-France est propriétaire de plus de 4 200 logements,...

M. Christian Jacob. Eh bien dites donc !

Mme Valérie Pécresse. ...dont une grande partie se trouve dans les lycées, et qui sont attribués dans la plus grande opacité. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe UMP.*) Sur ceux-ci, 1 200 seraient vacants. Il y aurait donc 1 200 logements vacants dans la région qui en manque le plus ! (*Huées sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. S'il vous plaît, mes chers collègues !

Mme Valérie Pécresse. Ma question sera simple, madame la ministre : allez-vous demander la réquisition des logements vacants de la région Île-de-France ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Un député du groupe SRC . À Versailles !

M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur. La campagne des régionales a commencé !

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'égalité des territoires et du logement. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement. Madame la députée, je sais, parce que vous l'avez déjà évoqué, que vous tentez régulièrement de créer une polémique autour de ce sujet, dont je ne sais s'il intéresse l'ensemble des parlementaires de toute la France. (*« Si ! » sur les bancs du groupe UMP.*) Vous lui avez déjà consacré une large place au conseil régional d'Île-de-France. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. S'il vous plaît, mes chers collègues !

Mme Cécile Duflot, ministre. Les mal-logés de notre pays et la crise du logement méritent mieux que des attaques totalement déplacées (*Vives protestations sur les bancs du groupe UMP*), portant sur des sujets absolument périphériques. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP. – Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes SRC et écologiste.*)

M. le président. Allez, mes chers collègues ! Calmez-vous !

Mme Cécile Duflot, ministre . Les logements de fonction des agents de la région Île-de-France ne sont pas concernés par ce débat.

L'engagement du Gouvernement est total. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Cet engagement, c'est celui de travailler à la résolution du problème du mal-logement, c'est l'augmentation de 10 % des crédits en faveur de l'hébergement d'urgence (*Mêmes mouvements*),...

M. le président. S'il vous plaît, mes chers collègues !

Mme Cécile Duflot, ministre. ...c'est la rupture avec la logique hôtelière et la gestion à la température. L'engagement du Gouvernement, c'est 500 000 logements (*« Zéro ! » sur plusieurs bancs du groupe UMP*), c'est craquer le plafond de verre des 400 000 mises en chantier jamais dépassées depuis trente ans. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Voilà quel est l'engagement du Gouvernement ! Nous ne nous payons pas de mots, mais nous posons des actes, jour après jour, avec l'ensemble des professionnels du secteur, qu'il s'agisse de la Fédération française du bâtiment ou de l'Union sociale pour l'habitat. (*Exclamations continues sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Charles de La Verpillière. Zéro !

M. le président. S'il vous plaît, monsieur de La Verpillière !

Mme Cécile Duflot, ministre. Je veux rappeler ici que tous les acteurs, notamment les élus locaux, loin de vos petites polémiques, se sont engagés. (*Exclamations continues sur les bancs du groupe UMP.*) En un an, nous avons augmenté de 14 % les autorisations de logements sociaux. (*Mêmes mouvements.*)

M. le président. Mes chers collègues, vous n'avez pas besoin de crier ! Pensez à l'étude du CEVIPOF ! (*Mêmes mouvements.*)

Mme Cécile Duflot, ministre. Ceux et celles qui bénéficieront durablement de ces logements – les femmes, les enfants, les familles qui attendent d'être relogés – seront heureux de l'action concrète, et non des polémiques de ceux et celles qui – je le regrette, madame la députée – tentent ici bassement de lancer une campagne électorale qui n'a vocation à commencer que dans un an. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP. – Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, RRDP et écologiste.)*

M. le président. Mes chers collègues, faisons attention à nos réactions !

Données clés

Auteur : [Mme Valérie Pécresse](#)

Circonscription : Yvelines (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1543

Rubrique : Logement

Ministère interrogé : Égalité des territoires et logement

Ministère attributaire : Égalité des territoires et logement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [22 janvier 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [22 janvier 2014](#)